REVUE DU PHILANTHROPE, n° 4, *Histoire et mémoires de la
traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions en
Normandie*

2013

Silvia Marzagalli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13532>
DOI : 10.4000/ahrf.13532
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015
Pagination : 186-189
ISBN : 9782200929718
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Silvia Marzagalli, « REVUE DU PHILANTHROPE, n° 4, *Histoire et mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions en Normandie* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 380 | juin 2015, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13532> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13532>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

REVUE DU PHILANTHROPE, n° 4, *Histoire et mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions en Normandie*

2013

Silvia Marzagalli

RÉFÉRENCE

REVUE DU PHILANTHROPE, n° 4, *Histoire et mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions en Normandie*, 2013, 183 p.

- 1 Publiée par les Presses universitaires de Rouen et du Havre, la *Revue du Philanthrope* prend la suite des *Cahiers de l'histoire et des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions*, dont trois numéros avaient paru entre 2009 et 2012. Tout comme sa numérotation – le premier numéro de cette nouvelle revue porte en effet le chiffre 4 – son titre affiche clairement la volonté de s'inscrire dans sa continuité : *Histoire et mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions en Normandie*. Cette spatialisation régionale est par ailleurs à relativiser car un tiers seulement des contributions la concerne spécifiquement.
- 2 Le numéro, publié sous la direction d'Éric Saunier, se compose de neuf articles, divisés en deux dossiers. Le premier s'intitule « De Saint-Domingue à Haïti » et s'ouvre sur un court texte de Gusti-Klara Gaillard-Pourchet qui rappelle qu'en dépit des relations inégales que la France impose à Haïti en 1825, les deux pays entretiennent des liens culturels multiples, que ce soit dans le domaine de la francophonie, ou en témoignant de leur solidarité lors d'événements majeurs (libération en 1944, tremblement de terre de 2010).

- 3 Un bel article de Florence Gauthier retrace l'émergence du préjugé de la couleur dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et souligne sa dimension politique, explicitement assumée par tous les acteurs, qu'il s'agisse du cabinet de Versailles, de la Société des libres de couleur – où la figure de Julien Raymond s'impose rapidement – ou de porte-parole d'une réaction farouche à toute remise en cause d'un ordre colonial ségrégationniste, qui trouve son expression la plus aboutie chez Moreau de Saint-Méry. Ce dernier assimile couleur et bâtardise, ce qui non seulement renforce la prétendue infamie d'une ascendance africaine, mais nie aussi la légitimité de toute revendication juridique par les gens de couleur.
- 4 Manuel Covo consacre son article au commerce interlope entre les États-Unis et Saint-Domingue entre la réforme du l'exclusif mitigé de 1784 qui offre aux étrangers le droit de commercer avec les colonies françaises sous certaines conditions, et l'ouverture quasiment générale du commerce antillais aux étrangers en 1789, dans l'impossibilité où verse désormais la France d'approvisionner convenablement ses colonies. L'auteur montre toute la difficulté de saisir l'ampleur des trafics illégaux, que l'ouverture partielle aux étrangers facilite par la multiplication des contacts qu'elle permet. Ni les sources portuaires américaines, ni les correspondances et papiers des consuls français et des administrateurs coloniaux – qui ne sont par ailleurs pas nécessairement intéressés à mettre véritablement fin au commerce interlope, au-delà des difficultés pratiques qu'ils mentionnent dans leurs correspondances – ne permettent de quantifier le phénomène. En revanche, au fil des cas ponctuels que cette documentation révèle, Manuel Covo est à même de dessiner les pratiques de contrebande, dans lesquelles les contours nationaux des acteurs et des navires se délitent, dans un intérêt bien compris qui se joue des clivages entre Français et Américains.
- 5 À partir des correspondances inédites échangées entre 1791 et 1803 par les membres de trois familles apparentées – Despinose, Drouillard et Lamaignère –, Madeleine Dupouy retrace les stratégies et les horizons d'attente des colons dominguois que la révolte d'esclaves pour certains, la fin de l'occupation britannique pour d'autres, ont poussés vers Cuba et les États-Unis, et dont plusieurs partent avec quelques-uns (combien ?) de leurs esclaves. Une contextualisation plus poussée des conditions imposées par les Britanniques, et une attention plus fine à la chronologie (à quelle date quittent-ils « leurs habitations lors de l'insurrection du 22 août », alors que celle-ci éclate dans le nord et que leurs biens sont situés dans la partie sud de l'île ? La correspondance permet-elle d'étayer que ce départ s'est opéré « précipitamment », p. 64 ?) aurait peut-être permis d'éclaircir davantage ces trajectoires uniques, et pourtant représentatives des stratégies collectives des colons dominguois étudiés par Darrels Meadows.
- 6 Délide Joseph met en avant quelques passages issus des écrits des intellectuels haïtiens entre 1804 et 1843 – ces écrivains mulâtres pour la plupart formés en France auxquels il s'intéresse –, ainsi que les préambules des constitutions haïtiennes qu'ils ont contribué à rédiger, ou encore les procès-verbaux de la société philanthropique d'Haïti. L'auteur recherche dans ces textes les traces de leur attachement à la liberté et leur aversion à l'esclavage, mais on est contraint de le croire sur parole quand il affirme que ces sujets constituent « les thèmes principaux abordés dans les écrits des intellectuels haïtiens » (p. 78) puisque ni l'ampleur du corpus d'intellectuels retenus, ni la méthode pour le constituer et analyser leur production ne sont explicités.
- 7 Le second dossier est intitulé « Les villes portuaires négrières, la traite des Noirs et l'esclavage ». Il se compose de quatre articles issus de recherches récentes. Les deux

premiers apportent une manne d'informations sur les pratiques de la traite havraise. Édouard Delobette démontre, en croisant des fonds d'archives riches et complémentaires et en étayant ses propos sur une bibliographie parfaitement maîtrisée, ce qu'il appelle « l'internationalisation de la traite havraise », à savoir le croisement d'intéressements entre Français et Anglais pour optimiser les profits de ces expéditions. Les deux principaux mécanismes illustrés consistent, pour les armateurs normands, à se procurer les captifs dans les comptoirs anglais sur les côtes d'Afrique, moyennant contrats préalables, et pour les armateurs britanniques, à s'installer au Havre ou à utiliser des commissionnaires havrais afin d'armer les navires de traite depuis un port français pour bénéficier aussi bien des primes versées par Versailles que des prix de vente plus avantageux lors de la vente des captifs dans les colonies françaises.

- 8 Claude Briot déplace le regard des armateurs aux capitaines, et expose l'extraordinaire carrière du capitaine Landolphe (1777-1799), reconstruite à partir de ses mémoires que l'auteur compare à d'autres sources, notamment celles du botaniste Palisot de Beauvois qui a embarqué avec lui en 1782, pour en apprécier la fiabilité. Il étudie ainsi les campagnes de traite de ce capitaine puis ses démarches pour obtenir le droit d'implanter un fort au Bénin, ensuite ses vicissitudes pendant les guerres des années 1790, aux Antilles et sur les côtes africaines – le titre de la section « Landolphe, corsaire de la République » (p. 135), étant ici trompeur, car il ne s'agit pas de course, mais des campagnes sur des navires de guerre. Au passage, ce récit livre de multiples éclairages sur les pratiques de traite, qu'il s'agisse du recours au pavillon neutre en temps de guerre, des relations avec les pouvoirs africains, des approvisionnements en vivres et des contraintes de navigation sur les côtes africaines. Chacun de ces aspects pourrait donner lieu à des approfondissements à partir de la littérature existante qui permettrait de mieux valoriser l'importance du témoignage de Landolphe.
- 9 Hervé Chabannes retrace la présence très discrète, dans les productions historiques ou théâtrales du XVIII^e siècle havrais, des mentions à la traite négrière et à l'esclavage (en réalité, il s'agit presque exclusivement de traite). Si les quelques auteurs qui en parlent ne font qu'évoquer rapidement une branche du commerce, seule Marie Le Masson Le Golft semble sensible aux arguments moraux qui condamnent la traite, et aux débats abolitionnistes de 1790.
- 10 Brice Martinetti reprend dans son article les pages qu'il a consacrées dans son récent ouvrage sur les négociants de La Rochelle à l'étude des réactions provoquées au début de la Révolution par les projets d'abolition de la traite négrière. À partir des correspondances entretenues entre la Chambre de commerce et son représentant au Conseil de commerce à Paris, Jean-Baptiste Nairac, mais aussi à travers les écrits de la succursale rochelaise du Club Massiac, le lecteur découvre les arguments mis en avant par les Rochelais pour contrer ce qui leur apparaît comme une grave menace. Si les enjeux sont bien présentés et le matériel riche, on peut regretter que l'auteur n'ait pas saisi l'occasion pour approfondir les matrices culturelles de ces arguments, en mettant en avant entre autres l'appropriation du discours utilitariste par les partisans du maintien de la traite pour contrer des thèses fondées sur l'impératif moral.
- 11 Le numéro se clôt par l'édition intégrale d'un intéressant *Prospectus d'un armement négrier* des années 1760 où l'auteur, Le Carpentier, envisage un système de rotation sur la Côte de l'Or, dans lequel un navire serait stationné en permanence au large pour réceptionner les captifs troqués à terre et transportés par des bâtiments de plus faible

tonnage. Ce système permettrait de réduire les séjours mortifères des bâtiments de traite qui assurent le trajet triangulaire entre l'Europe et les Antilles, qui seraient approvisionnés à leur arrivée en Afrique par le navire stationnaire. Alors qu'on connaissait le départ conjoint de deux ou trois navires par le même armateur, qui effectuaient leur traite sur des sites proches et faisaient converger tous les captifs sur un même navire, en raccourcissant ainsi le temps passé par ceux-ci dans les cales des négriers avant leur départ, le *Prospectus* offre une solution alternative pour pallier l'absence de forts le long des côtes.

- 12 La rédaction a fait un choix louable de laisser aux auteurs une grande liberté quant à la longueur des textes, qui oscillent entre 8 et 37 pages. En revanche, l'absence d'un processus sévère de relecture et d'expertise aboutit à un ensemble de qualité inégale, où se glissent des maladroites d'expression : « les plus principaux ports » (p. 89) ; les « prix délirants » (p. 101) et des erreurs factuelles frappantes. Ainsi, lorsqu'on lit « les guerres de la révolution avec l'Angleterre à partir de 1789 [sic !]... » (p. 135) ou qu'on laisse passer que la désignation des anciens esclaves en tant que « cultivateurs africains » est « une périphrase lourde de sens [qui] souligne la très forte acceptation de l'esclavage dans la société havraise », alors qu'il s'agit tout simplement de la terminologie courante de l'époque, après l'abolition de l'esclavage. L'expédition de Leclerc ne vise pas à la « répression de l'insurrection de ces "cultivateurs africains" qui dure depuis sept ans » (p. 147), mais à ramener l'île dans le giron français, face aux tendances autonomistes de Toussaint Louverture. L'insurrection, quant à elle, a commencé en 1791, soit onze ans plus tôt, et s'est terminée pour l'essentiel avec l'abolition de l'esclavage proclamée sur l'île en 1793. On voit mal en quoi la guerre contre les monarchies européennes en 1792 « ferme des routes maritimes que les Rochelais ont du mal à emprunter » (p. 168), puisque la France n'est en guerre ni contre la Grande-Bretagne ni contre les Provinces-Unies. Des contradictions apparentes (ainsi les captifs achetés par contrat auprès des Anglais sont « de qualité » p. 91 mais de « mauvaise qualité » p. 97), des assimilations discutables, ainsi entre armements rochelais et économie de la ville (p. 156) ou l'oubli d'aspects qui paraissent pourtant essentiels (ainsi, quel est le taux d'analphabétisme à Haïti et quel public est touché par les productions des intellectuels haïtiens ?) auraient pu être signalés aux auteurs avant publication, en leur permettant de corriger ou de préciser leurs propos. La loi de Gresham s'applique aussi bien en économie qu'en matière de revues scientifiques : le risque est qu'à terme, à force de ne pas être sélectif, la mauvaise monnaie finisse par chasser la bonne. Ce serait fort dommage, car ce numéro démontre clairement la qualité des recherches récentes menées sur les thèmes retenus.